

Hommage de l'auteur,  
H. Henry

# FAITS D'ARMES LIÉGEOIS EN 1830

par

Robert DEMOULIN

Professeur à l'Université de Liège

Extrait du Catalogue  
de l'Exposition

FASTES MILITAIRES DU PAYS DE LIÈGE

24 octobre - 29 novembre 1970

Musée de l'Art Wallon  
Liège

PAUL LAMBERT

LECTOR

EN 130

PAUL LAMBERT

LECTOR

PAUL LAMBERT

LECTOR

EN 130

PAUL LAMBERT

LECTOR

EN 130

Le soir du 26 août 1830, à l'arrivée de la diligence de Bruxelles, au café des Deux-Fontaines, au pied de la Haute-Sauvenière, la foule s'était attroupée. Comme une trainée de poudre se répandit la nouvelle des manifestations qui avaient suivi la représentation de la *Muette de Portici*, au Théâtre de la Monnaie, le 25 août.

À Liège, où était née l'Union des oppositions, où la lutte électorale avait remporté ses premiers succès, les événements se précipitèrent rapidement. Comme l'écrivait A. de Wargny, l'auteur des *Esquisses historiques de la première époque de la Révolution de la Belgique en 1830*, « ce fut à Liège que l'étincelle partie de Bruxelles le 25 août trouva la matière la plus impressionnable et la plus combustible »<sup>1</sup>.

Au début du mois d'août, le gouverneur de la province, Sandberg, conseiller d'Etat hollandais de tendance libérale, se félicitait des réactions opposées des « libéraux » et des « apostoliques » à la Révolution parisienne. L'exaltation de la population liégeoise à la nouvelle de l'émeute bruxelloise le contraignit vite à jeter du lest.

Le responsable de l'ordre public disposait de forces médiocres. La garnison de la place de Liège ne comptait que 30 officiers et 550 hommes pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons de la 11<sup>e</sup> *afdeeling infanterie*, 11 officiers et 108 hommes pour le bataillon de réserve de la 11<sup>e</sup> *afdeeling infanterie* caserné à Saint-Laurent, 32 officiers et 799 hommes pour le 1<sup>er</sup> bataillon d'artillerie de milice à la Caserne des Ecoliers<sup>2</sup>.

Dès le 26, le gouverneur « courut prévenir » le général Cornelis Gerardus Iman baron van Boecop commandant la province « qui prit de suite ses mesures tout en convenant de leur insuffisance »<sup>3</sup>. Le lendemain, van Boecop se retira dans la Citadelle, « laissant remplacer par des postes de la garde communale tous les postes occupés par la troupe ». C'est ce qu'annonçait le 27 août aux Liégeois une proclamation de la Commission de sûreté que le gouverneur Sandberg, craignant le pire, avait formée ce même jour. Sandberg s'en est expliqué dans une missive riche de substance : « Appréhendant toute la difficulté des mesures extraordinaires, et les jugemens des hommes portés toujours après coup, j'hésitai longtemps ; je me demandai (résultat de conférences depuis longtemps tenues) si la garnison de 1 000 hommes de toute arme offrait une garantie suffisante dans une ville comme Liège, entourée de communes remplies d'ouvriers armés et pouvant vomir sur Liège 30 à 40 mille ouvriers connus de tous tems dans l'histoire du pays ? Je me demandai si la garde communale se joindrait aux soldats ? si moi et mes Etats-Députés avions une influence sur les masses qu'il fallait appeler aux armes avec un extrême discernement ? Je me demandai si la



Régence de la Ville avait cet ascendant ? Ma réponse était constamment négative et je me déterminai à nommer une Commission de sûreté extraordinaire »<sup>4</sup>.

Ainsi le pouvoir passait à une Commission présidée par le comte Emile d'Oultremont, entouré des principaux chefs unionistes, le comte Etienne de Sauvage, l'avocat Joseph Lebeau, du *Politique*, Stas du *Courrier de la Meuse*, mais elle comptait aussi des fabricants favorables au régime. A côté de la garde communale, la *schutterij*, la Commission organisa une garde bourgeoise à pied commandée par le capitaine Bouxhtay, chevalier de la Légion d'honneur, entouré de 19 capitaines, répartis dans les quatre quartiers de la ville. Chaque compagnie comptait 60 hommes mais rapidement, le nombre en fut doublé. Une garde à cheval composée de quatre piquets, commandée par Denis Renard, fut formée le 29. Les deux gardes, communale et bourgeoise, ont pris les « anciennes couleurs liégeoises qui rappellent les glorieux souvenirs de nos ancêtres ». La garde communale a abandonné ses cocardes oranges et les commandements se donnent désormais en français... Les membres de la Commission de sûreté portent aussi une écharpe aux couleurs liégeoises.

Le baron de Goeswin, colonel et commandant de la garde communale, la *schutterij*, dont la mise en place en 1827 avait provoqué des remous, donna sa démission, remit ses pouvoirs au major de Thier, mais les gardes communaux voulurent choisir leur chef et Augustin de Macar fut porté à la tête de la garde.

Le 28 août, partirent pour La Haye Raikem, membre de la seconde Chambre des Etats-Généraux, Deleeuw, membre de la députation des Etats de la province et Deschamps, avocat. Cette députation avait été chargée par la Commission de sûreté de demander au Roi le redressement des griefs. Ces griefs avaient été exposés avec netteté dans une pétition qui avait été adressée à cette Commission. Elle réclamait le renvoi du ministère, l'organisation de la responsabilité ministérielle, l'institution du jury, la liberté illimitée de l'enseignement, la liberté entière de la presse, l'établissement de la Haute Cour dans une ville du Midi, le rétablissement du droit de patente, la liberté du langage dans toutes les matières administratives et judiciaires, la répartition égale des emplois publics entre le Nord et le Midi, « l'abolition du million de l'industrie dont les scandaleuses répartitions n'ont pas peu contribué à entraver l'industrie et exciter le mécontentement universel des honnêtes gens », la convocation immédiate des Chambres, la diminution des impôts et l'économie dans les traitements des fonctionnaires publics.

La convocation des Etats-Généraux et bientôt le renvoi de Van Maanen ne satisfirent pas les radicaux qui, dès le 28 août, réclamaient « des fusils, des barricades, la remise par moitié de la Citadelle, une sortie armée » contre des dragons supposés venus de Maastricht et criaient « dans le vestibule même de l'hôtel de ville que l'on devait pleurer de rage en songeant que Liège ne donnait plus l'exemple mais allait à la remorque de Bruxelles »<sup>5</sup>.

Le contact avec Bruxelles où se jouait une grande partie, car les Princes royaux s'approchaient de la capitale méridionale avec une armée, était indispensable. Les plus clairvoyants l'ont vite aperçu. Charles de Luesemans, stagiaire de M<sup>e</sup> Forgeur, fut chargé de mission par d'Oultremont et Lebeau et rencontra à Tirlemont le chevalier Pletinckx de l'Etat-major de la garde bourgeoise de Bruxelles. Ducpétiaux, Claes et Jottrand, trois journalistes du *Courrier des Pays-Bas*, arrivèrent à Liège le 2 septembre et eurent une conférence avec le comte d'Oultremont et les Rogier. « Il y fut résolu qu'on irait porter secours à Bruxelles. » Le soir même partirent par la diligence le chevalier de Saint-Roch et 14 jeunes gens des plus aisés de la ville avec cinq caisses d'armes sur la diligence, « d'autres jeunes gens des plus fougueux », une cinquantaine au total, prirent la même route<sup>6</sup>. Firmin Rogier s'en fut en poste. Le lendemain, le futur général Chazal, venu de Bruxelles, harangua les Liégeois et, à dix heures et demie du soir, deux cents hommes avec deux pièces de canon

et un caisson prirent la route de la capitale. Le chevalier François-Joseph de Bosse, veuf de Pauline de Villenfagne et Engihoul, frère d'un ancien capitaine au service de la France, était à leur tête, et J. J. Charlier, à la Jambe de Bois, conduisit une des pièces. A Oreye, ils n'étaient plus que 123 aux dires de Charlier. Le 4 septembre, à 9 heures du soir, Rogier se mit en route à la tête de 106 volontaires « sur un cheval blanc, en frac et en chapeau, ceint d'une écharpe aux couleurs liégeoises. Tous chantaient la *Marseillaise* »<sup>1</sup>.

A Auderghem, le 6 septembre, les groupes de Bosse et de Rogier, forts de 252 hommes, firent leur jonction et entrèrent à Bruxelles le 7 vers midi. Ces volontaires étaient bien armés, mais nombre d'entre eux étaient dépourvus d'argent, aussi la moitié rentrèrent à Liège avant les combats. Les efforts de Rogier pour obtenir de la Régence liégeoise, restée orangiste, le paiement de la solde de 70 des hommes qui l'ont accompagné à Bruxelles, restèrent vains. Au 19 septembre, la compagnie de Charles Rogier comptait encore 58 Liégeois et 5 Jodoignois, recueillis au passage, et la compagnie de Bosse 63 hommes<sup>2</sup>.

Bruxelles réserva aux Liégeois un accueil chaleureux. La presse nationale loua les Liégeois avec un lyrisme tout romantique. La solidarité entre les deux villes fut magnifiée par les chefs de la garde bourgeoise lors de la réception de la députation liégeoise.

...« Messieurs, la ville de Liège, déjà célèbre par son courage civil, vient de montrer qu'elle y savait joindre les vertus militaires. Nous n'avons jamais douté des Liégeois, aussi dans un moment critique, c'est leur secours que nous avons réclamé de préférence. Maintenant que nous sommes forts de notre propre force, nous n'en reconnaissons pas moins tout ce que Bruxelles doit de reconnaissance à l'élan généreux des braves Liégeois, car ce jour a vu poser entre les deux villes les bases d'une alliance indissoluble qui rappelle ces confédérations du moyen âge, confédérations qui ont fait la gloire de notre belle patrie.

Ces braves Liégeois ont déclaré qu'ils étaient envoyés vers nous par les citoyens, qu'ils ne venaient pas seulement nous offrir fusils, sabres, canons, munitions mais que 1 500 de leurs concitoyens sont prêts à marcher sur notre ville et que s'il le fallait, leur population se mettrait en mouvement ».

Avant de rappeler le rôle important que ces volontaires jouèrent au cours des Journées de septembre, revenons à Liège pour y suivre le déroulement des événements. La tension a grandi. Aux craintes d'intervention de l'armée, s'ajoutaient les difficultés sociales. Le pain était cher. Les ouvriers s'agitaient. Le 30 août, au marché aux grains, sur la Batte et devant l'Hôtel de Ville, des échauffourées ont failli éclater. La distribution de bons de pain fut décidée par la Commission de sûreté. L'interdiction de tout rassemblement fut proclamée. Les mesures militaires sont pré-occupantes. Une centaine d'artilleurs casernés aux Ecoliers réussirent à gagner la Citadelle par petits groupes, le restant du bataillon se replia sur Maastricht dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre après avoir encloué les pièces, la caserne étant remise à la garde communale. Le bataillon de la 11<sup>e</sup> *Afdeeling* quitta la caserne Saint-Laurent — où Rogier et quelques Liégeois pénétrèrent sans mal — et se dirigea vers Tongres où il rejoignit deux bataillons de la 13<sup>e</sup> *afdeeling* en marche vers la Citadelle. Le 2 septembre, ces troupes entrèrent dans la Citadelle où l'on avait mis en place 24 bouches à feu. Comme le prince Frédéric avait envoyé l'ordre aux deux bataillons de la 13<sup>e</sup> *Afdeeling* d'arrêter leur marche vers Liège et que l'officier porteur de cet ordre était tombé aux mains du peuple, le gouverneur Sandberg demanda au général van Boecop d'exécuter cet ordre. Celui-ci accepta et les deux bataillons de la 13<sup>e</sup> *Afdeeling* sortirent le lendemain de la Citadelle, l'un se fixant cependant à Tongres, prêt à intervenir. Ces va-et-vient de troupes sont inquiétants.



Le peuple liégeois s'agite, réclame des armes, le soir du 2 septembre il pille la fabrique d'armes Devillers, aux Degrés Saint-Pierre. Le 3, l'agitation persista et les radicaux gagnèrent du terrain. La Commission de sûreté, partagée en deux groupes, s'est dissoute. Une garde auxillaire où l'élément populaire domine, se constitue. Alors que la garde communale n'était réservée qu'aux censitaires, et que la garde bourgeoise était composée, comme son nom l'indique, de bourgeois, une garde nouvelle est en voie de formation : la *garde urbaine liégeoise* dont les membres ouvriers doivent être payés et nourris. Le 4 septembre, la Régence qui a repris les pouvoirs de la Commission de sûreté, désigne un commandement provisoire et donne à la garde urbaine ses statuts.

Si le service consiste en principe à maintenir l'ordre et l'obéissance aux lois, l'organisation est toute militaire. La garde urbaine liégeoise aura un commandant en chef ayant sous ses ordres quatre adjudants. La garde sera divisée en quatre légions : Sud, Est, Ouest, Nord. Chaque légion, commandée par un chef et son adjoint, sera divisée en compagnies de 120 hommes. Chaque compagnie aura un étendard portant le numéro de la compagnie. Chaque compagnie sera divisée en quatre sections. Par compagnie, il y aura un capitaine, deux lieutenants, un sergent-major, quatre sergents, un fourrier, huit caporaux et un tambour. Nous ne renonçons pas au plaisir de reproduire la proposition du commandement approuvée par le Conseil de Régence le 8 septembre :

Le commandant en chef aura, pour tout signe distinctif, une ceinture aux couleurs liégeoises avec un nœud à franges ; 2° les chefs de légion porteront la même ceinture mais sans franges ; 3° les capitaines, une écharpe nouée autour du bras droit et à franges ; 4° les lieutenants, comme les capitaines mais sans franges ; 5° toutes ces distinctions seront en soie ; 6° le sergent-major, un simple ruban bicolore de la largeur de deux pouces, aux deux bras ; 7° le sergent, un simple nœud de ruban de deux pouces de largeur, au bras droit ; 8° le fourrier, comme les sergents, mais au bras gauche ; 9° toutes ces distinctions seront aussi en soie ; 10° le caporal portera un ruban de deux pouces et en laine, au bras droit ; 11° le commandant en chef et les officiers de tous grades, sous-officiers, caporaux porteront toujours en temps de service ou lorsqu'ils auront leurs armes, une médaille attachée à la boutonnière, laquelle indiquera leur légion et compagnie ; 12° tous les officiers porteront des sabres ; 13° le commandant en chef et ses aides de camp, ainsi que les chefs de légion, feront leur service à cheval.

Fait capital : tous les citoyens domiciliés à Liège d'une moralité connue et de l'âge de 18 à 50 ans font partie de la garde et tous les grades sont à l'élection des gardes : les gardes de chaque compagnie élisent leurs capitaines, lieutenants, sergents et caporaux. Les officiers et sous-officiers ainsi élus nommeront les chefs de leur légion et le commandant en chef qui aura le choix de ses adjudants. Ceux qui seront élus dans quelque grade que ce soit se comporteront comme des citoyens qui commandent à des citoyens.

Le remplacement sera vite interdit et les domestiques ne pourront faire partie de la garde.

Des collectes sont organisées pour réunir les « dons patriotiques »... « en faveur des gardes que l'assiduité du service privait des ressources de leur état ou profession » et le 6 septembre, il est décidé « qu'une rétribution fixée à 40 cents sera allouée aux gardes dont la position l'exige ».

Les élections portèrent au commandement en chef le comte Charles de Berlaymont-Florizée, les quatre commandants de légion étant Charles Behr (le commandant en chef désigné par la Régence), Mathieu Closset, de Senzeille et Edouard Vercken. Berlaymont que les ministériels n'appréciaient guère, car il est membre actif de l'opposition aux Etats-Provinciaux, choisit comme adjudants des adversaires notoires au régime en place : le comte Emile d'Oultremont, le baron de Waha, Grisard-Limbourg fils et l'avocat Bayet, les deux secrétaires Forgeur et Lebeau étant de la même tendance.

Le 7 septembre, les gardes communale, bourgeoise et urbaine sont « toutes fondues ensemble »<sup>10</sup>. Le lendemain, sur la place Saint-Lambert eut lieu une grande revue et les drapeaux furent remis aux légions au son du *Valeureux Liégeois*. La *Séparation* entre la Belgique et la

Hollande, depuis plusieurs jours déjà, est réclamée avec force. Le Roi est peu disposé à l'accorder et la crainte d'une action de l'armée inquiète de nombreux esprits. La temporisation royale, la convocation des Etats-Généraux pour le 13 à La Haye, éveillent la méfiance.

Les bruits de mouvements de troupes inquiètent toujours. Le prince Frédéric s'est retiré à Anvers où il a son quartier général au Palais royal, place du Meir. Le général Cort-Heyligers reçoit mission de tenir Liège en particulière surveillance et d'empêcher les liaisons avec Bruxelles. Il dispose de troupes importantes : 8 100 hommes, les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> *Afdeeling infanterie*, soit 9 bataillons, les *afdeelingen* de cuirassiers numéros 1 et 2, les dragons légers numéro 5 et 2 batteries de campagne. Le 13 septembre, le major Menso, commandant le 1<sup>er</sup> bataillon de la 13<sup>e</sup> *Afdeeling* vient renforcer la garnison de la Citadelle. Il était à la tête de 20 officiers et de 696 hommes. Le 3<sup>e</sup> bataillon était resté à Tongres. La 7<sup>e</sup> *Afdeeling* était répartie en divers cantonnements entre Maastricht, Tongres et Saint-Trond, le 1<sup>er</sup> bataillon de la 8<sup>e</sup> *Afdeeling* était à Hasselt et Diepenbeek, le 2<sup>e</sup> à Venlo, le 3<sup>e</sup> à Saint-Trond. Un escadron de dragons et une demi-batterie d'artillerie était à Saint-Trond, une demi-batterie et 3 escadrons de dragons à Tongres et dans les environs. Les escadrons des cuirassiers numéro 1 cantonnaient entre Meersen, Valkenburg et Maastricht, l'*Afdeeling* numéro 2 se trouvait à Maastricht.

A ces préparatifs militaires dont les Liégeois sont informés, répondent des mesures de défense. Le comte de Berlaymont multiplie les inspections et les randonnées hors ville. Le 11 septembre, une nouvelle revue de 4 000 à 5 000 gardes attira la foule qui acclama particulièrement deux compagnies d'artillerie, dont l'une est commandée par Dandelin, professeur à l'Université.

A la Caserne des Ecoliers se fabriquent gargousses et cartouches. Dans l'armée royale, les désertions se multiplient, les Belges ne veulent pas être contraints de tirer sur leur frères. Des journaux hollandais réclament une répression sévère, parlent de guerre et les feuilles liégeoises traduisent ces appels à la dureté.

Liège était un très important centre d'armurerie. Le trafic d'armes est surveillé étroitement et l'envoi d'armes vers la Hollande est considéré comme une trahison. Le 13, des groupes d'hommes où se mêlèrent peut-être des provocateurs, débarquèrent des caisses d'armes au quai de la Batte. Le 15, nouvelle échauffourée et le sang coula, un mort, plusieurs blessés. La méfiance divise les patriotes. La garde urbaine est moins unie que les revues solennelles ne le montrent et, le 16 septembre, le comte de Berlaymont est contraint de convoquer les « membres de la garde auxiliaire urbaine à qui il a été distribué des armes dans les galeries du spectacle [l'Opéra d'aujourd'hui] le 3 septembre » à une réunion prévue pour 17 heures dans la cour du Palais de Justice. Ainsi donc, tous les hommes armés depuis le 3 septembre ne se sont pas inscrits dans la garde. Le zèle des gardes fléchit, aussi le service de garde devient obligatoire sauf pour les chefs de maison qui ne figurent pas au rôle des contributions directes de la Ville. La garde urbaine liégeoise reste à dominante bourgeoise ; la proclamation de Berlaymont du 16 septembre est significative à cet égard : « la bourgeoisie de Liège montre un patriotisme digne d'éloges... lorsque la classe moyenne, tout entière sous les armes, tout entière frappée dans ses moyens, paye si noblement sa dette, le devoir des classes aisées est nettement tracé ». Elles doivent répondre généreusement aux collectes faites pour recueillir des fonds.

Le 19 septembre, un jeune homme de 23 ans, Wibrin, qui s'était rendu à la « guinguette » de *Ma Campagne* à Sainte-Walburge, avec quelques amis, s'approcha des glacis de la Citadelle. Une sentinelle le mit en joue et tira. Wibrin tomba raide mort. Exaspérés, une centaine d'hommes tentèrent de s'emparer de l'autre fort de la ville, la Chartreuse, moins bien gardé... Il s'y trouvait un sergent-major, un sergent, un caporal et six hommes. Ceux-ci réussirent à repousser l'assaut mais le lendemain, une soixantaine de gardes appartenant pour la plupart à la compagnie d'artilleurs



fixée aux Ecoliers revinrent à la charge, s'emparèrent du fort et les soldats furent conduits sous bonne escorte à la prison Saint-Léonard « pour les protéger contre la colère du peuple », excité par la mort de Wibrin, auquel, le 21, des funérailles solennelles furent faites.

Le 20, un commandement de place fut organisé. Un colonel en retraite, Donckier, fut nommé à cette charge ; à ses côtés fut désigné un major, François-Joseph Mathot. La maréchaussée était surveillée par les Liégeois méfiants. Douze cuirassiers en cantonnement à Vroenhoven — à leur tête Alexandre-Joseph Lucas — avaient déserté le 9 septembre avec armes et chevaux ; ils se mirent à la tête d'un groupe qui, le 22, s'empara de la Caserne de la maréchaussée, des chevaux et du harnachement qui s'y trouvait.

Les nouvelles de Bruxelles étaient vagues, imprécises, on parlait d'attaque sur la Capitale, de mouvements de troupe en Hesbaye pour couper les communications avec Bruxelles. Un poste était signalé à Oreye. Le 22 septembre à 8 heures du soir, un important détachement commandé par le major Mathot sortit de la ville par la porte Sainte-Marguerite. Il attaqua par surprise le poste d'Oreye, de la 7<sup>e</sup> *Afdeeling*, la troupe se débanda, une vingtaine de soldats furent faits prisonniers, toutes les unités cantonnées entre Saint-Trond, Tongres et Hasselt furent alarmées. Les cuirassiers de Lucas se distinguèrent par leur allant. Une chanson vanta leur audace :

*Nous sommes douze cuirassiers  
Qui donneront latte baissée  
Sur les jaunes fusiliers.  
Dans la première trouée,  
Suivez les douze cuirassiers.*

Le 24, Liège fut en pleine effervescence. La nouvelle d'une attaque en force de l'armée s'était répandue dans la ville. Des soldats à la recherche de pommes de terre à Vivegnis avaient été pris pour l'avant-garde d'une troupe venant de Maastricht ! L'alarme fut donnée. Le tocsin alerta des milliers d'hommes. Des barricades furent dressées. Au début de l'après-midi, aucune troupe ne s'étant manifestée, le calme revint. Les Liégeois attendaient anxieusement des nouvelles de Bruxelles. Les bruits les plus contradictoires couraient. Le général van Boecop annonça d'ailleurs l'entrée des troupes royales dans la Capitale ! Mais d'autres rumeurs grandirent. A Bruxelles, une résistance opiniâtre s'organisait. Il faut courir au secours de ceux-là qui se battent. Des volontaires liégeois, auxquels se joignirent une quarantaine de Vervétois, prirent le chemin de Bruxelles par Jemeppe et Flémalle. D'autres réclamèrent l'investissement de la Citadelle. Lorsque fut reçue la nouvelle de la victoire du Parc, la garde urbaine « seule force militaire existante » resserra son étreinte. La menace que la Citadelle faisait peser sur la ville restait grave. Il faut interdire à tout prix le ravitaillement de la troupe. Le 27 au soir, le faubourg Sainte-Walburge fut occupé par des unités de la garde urbaine, deux pièces de canon furent placées à l'entrée du faubourg, deux autres près de l'église. La pénurie de vivres harcelait le général van Boecop. Il obtint du général-major Dibbets, commandant la place forte de Maastricht, commandant le 5<sup>e</sup> Grand commando militaire, l'envoi d'un convoi de vivres. Celui-ci devait quitter Maastricht le 28 septembre et gagner Liège par Tongres, protégé par des troupes du général Cort-Heyligers. Mais le général Cort-Heyligers, à la réception d'un ordre du prince Frédéric qui venait de se retirer de Bruxelles, décida de porter ses forces vers Louvain et le convoi, dépourvu de protection, fut renvoyé à Maastricht, au grand dépit du général Dibbets. Le détachement de 300 hommes de la 13<sup>e</sup> *Afdeeling*, commandé par le major Menso, sortit dans le faubourg Sainte-Walburge, mais buta sur une barricade et van Boecop lui envoya l'ordre de repli, puis fit tirer quelques coups de canon pour détruire la barricade. Le comte de Berlaymont envoya au général van Boecop une énergique mise en demeure de



« cesser la canonnade immédiatement sinon la garnison ne doit s'attendre à aucune grâce ». Le général répondit : « Je suis militaire ; je n'ai que l'Honneur pour guide et une brave garnison. C'est ma réponse. » Jusqu'à trois heures, le canon tonna. A peine s'est-il tu que toutes les cloches liégeoises s'ébranlèrent, annonçant la victoire de Bruxelles, confirmée dans la soirée par les journaux de Bruxelles et les éditions retardées des feuilles liégeoises.

Le 29 se passa dans la joie car les nouvelles des succès nationaux se multipliaient. Mais à Liège, rien n'était réglé. Le bruit d'une opération au départ de Tongres se précisa. Les craintes liégeoises n'étaient pas vaines. En effet, le 29 septembre, le général-major Dibbets chargea le général-major Daine, commandant de la province de Limbourg, d'une importante mission. A onze heures du soir, il devait se mettre en route pour la Citadelle de Liège, via Tongres, à la tête d'un bataillon d'infanterie fort de 600 hommes — 300 hommes de la 14<sup>e</sup> *Afdeeling* et 300 de la 7<sup>e</sup> *Afdeeling* —, d'un escadron de cuirassiers de 120 hommes — qu'il remplacera à Tongres par un autre escadron — et de deux pièces de canon avec double équipe de canonniers ; un détachement de génie, 40 mineurs et sapeurs, conduits par 3 officiers fut également joint à l'expédition pour réparer les chemins et briser les barricades. Il doit convoier 10 voitures, chargées de vivres pour la garnison de la Citadelle et 15 000 florins.

A une heure de marche de Sainte-Walburge, par deux coups de canon le jour, par fusées la nuit, ils prévindront la garnison de la Citadelle pour provoquer l'envoi d'un détachement de protection.

Né le 13 octobre 1782 à Andenne, le général Daine a gravi dans les campagnes napoléoniennes tous les grades de simple tambour à celui de colonel. La manière dont il dirigea les opérations lui valurent de sévères critiques, de la part de ses chefs hollandais, comme son activité en 1831, au service de la Belgique a provoqué bien des remous<sup>11</sup>.

Le 30 septembre à 5 heures, le détachement arriva à Tongres. A midi, il était à Rocourt. En avant de Sainte-Walburge, les gardes liégeois s'étaient déployés. Soucieux d'éviter un dur engagement, Daine entra en négociation avec des chefs de la garde, pria Berlaymont de venir le voir et adressa au crayon au général van Boecop un étrange billet : « Mon cher Général, Me trouvant devant le faubourg avec un convoi de vivres pour votre citadelle et en négociation avec les autorités pour épargner de verser le sang ni de part ni de l'autre, veuillez cesser le feu de vos pièces de canon de la citadelle. »

L'entretien Daine-Berlaymont se termina par un compromis : cinq voitures entreraient dans la Citadelle, elles seraient précédées du général Daine, de son adjudant le capitaine Umbgrove, du lieutenant de maréchaussée Majonette et du lieutenant des cuirassiers Evers. Mais le convoi fut détourné par Xhovémont... C'était la confusion totale. Le commandant de la garde, Berlaymont, qui ne put se faire obéir, cria qu'il démissionnait et rentra en ville.

Le général Daine donna l'ordre à ses cuirassiers de charger. Ceux-ci se déchaînèrent et trente volontaires furent tués. Les volontaires verviétois et herviens essayèrent aussi des pertes. Les cuirassiers s'approchèrent de l'entrée du faubourg. Des maisons, des jardins, les volontaires tirèrent. L'arrivée d'un groupement de la garde, conduit par le commandant Vercken jeta le désarroi chez les cuirassiers qui se replièrent, peu avant que le général van Boecop ne lançât dans le combat un détachement commandé par le colonel de Favauge. Ces dernières troupes traversèrent le faubourg de Sainte-Walburge mais, assaillies de toute part et ne trouvant pas le détachement Daine, elles rentrèrent dans la Citadelle.

Les troupes privées de nourriture étaient profondément divisées. Belges de la 11<sup>e</sup> *Afdeeling* et Hollandais de la 13<sup>e</sup> étaient sur le point d'en venir aux mains. Le général van Boecop était prêt à céder. Le 6 octobre, une convention fut passée entre le commandant de la citadelle de Liège

et le comte C. de Berlaymont : les Hollandais, essentiellement le 3<sup>e</sup> bataillon de la 13<sup>e</sup> division, quittèrent la forteresse avec armes et bagages, laissant le matériel et les munitions de guerre, sauf trois pièces de campagne. Tous les Belges restèrent à la Citadelle. C'est le même jour que les journaux liégeois publièrent l'arrêté du Gouvernement provisoire « Les provinces de la Belgique, violemment détachées de la Hollande constitueront un *Etat Indépendant* ».

A Bruxelles où s'est jouée la partie décisive, les volontaires liégeois ont constamment pesé sur les autorités nouvelles. A la pointe de la lutte, ne reculant pas devant le mépris de la légalité, derrière laquelle s'abritaient les pusillanimes, ils ont défendu des solutions radicales. L'Union Liège-Bruxelles, les deux pôles de la résistance, est chantée dans les rues. Le refrain célèbre :

*Et répétons qu'entre Liège et Bruxelles  
C'est désormais à la vie, à la mort*

accompagne des couplets vibrants de patriotisme.

Charles Rogier notamment, a pris une part importante aux décisions qui firent basculer la lutte d'une opposition légale à l'insurrection. Le 15 septembre, à l'Hôtel de Ville, lors d'une assemblée plénière des députés des sections de la garde, ouverte au public, à la « Réunion centrale », club où se groupèrent les têtes chaudes, il exerça une influence considérable. Il fut acclamé comme président de cette Réunion centrale mais il refusa cet honneur en sa qualité d'étranger à Bruxelles et accepta la vice-présidence. Mais il ne fut pas le seul Liégeois. Ainsi, l'avocat Adolphe Bayet et son frère Félix se distinguèrent par leur énergie. La caserne Sainte-Elisabeth fut le centre de ralliement des Liégeois, c'est de là que partirent les premières patrouilles vers Vilvorde et Tervueren, qui inquiétèrent la Commission de sûreté bruxelloise et précipitèrent les événements. De là aussi partirent les exaltés pour désarmer les gardes bourgeois jugés trop tièdes. Un Liégeois, Lambinon, fut, le 21, un des organisateurs du premier corps franc. Des Liégeois encore participèrent aux sorties par la porte de Schaerbeek, le 21 et le 22 ; cependant le découragement saisit certains d'entre eux et Rogier s'en ira vers la forêt de Soignes le 23 septembre à 9 h 30 du matin.

Cependant, des Liégeois se battirent à la Porte de Schaerbeek le 23, puis se réfugièrent à l'Observatoire d'où ils tirèrent toute la journée tandis qu'à la Place Royale, Charlier manœuvrait son canon. Rogier rentra à Bruxelles dans la soirée d'une journée étonnante où le peuple bruxellois aidé de quelques volontaires brisa l'élan d'une armée puissante.

Le 24 septembre fut formée une Commission administrative de trois membres parmi lesquels Charles Rogier ; il fut membre du Gouvernement provisoire, et c'est sur son initiative que don Juan van Halen fut nommé commandant en chef des forces actives de la Belgique.

Tels sont quelques faits d'armes liégeois en 1830. Sont-ce là des fastes militaires ? Ces hommes qui se battirent à Oreye, à Bruxelles, à Sainte-Walburge étaient des insurgés, des mutins, des rebelles. Ils ont triomphé et ont pris rang dans des organisations structurées, dans les cadres de l'armée nouvelle, de l'armée belge. Les groupements de volontaires constituent un premier ensemble. Les gardes bourgeois, les gardes auxiliaires ont pris les armes pour maintenir l'ordre, puis avec plus ou moins d'enthousiasme et avec plus ou moins de rapidité, ils ont lutté pour un idéal dépassant la protection de la propriété et ils se sont battus contre l'armée royale, contre l'armée régulière. C'est un deuxième groupe. L'organisation que ces gardes se sont donnée, à laquelle ils se sont



soumis tant bien que mal — nombreux furent les gardes qui négligèrent leur service et il fallut décider, le 28 septembre, des mesures sévères qui font songer aux dragonnades — cette organisation est plus ferme à mesure que le péril augmente et que la menace d'un conflit armé avec la garnison se précise. Les cadres sont plus rigides, un commandement de place est organisé, une garde mobile est prévue, un jury militaire est formé le 24 septembre. Dès le 19, un manuel de la garde urbaine liégeoise est publié, il a pour premier chapitre « les manœuvres et les exercices de l'infanterie ».

Cette garde accueille dans ses rangs des déserteurs de l'armée royale, le troisième groupe de l'armée nouvelle. Il n'est pas étonnant que le 1<sup>er</sup> octobre, le Commandant général de la garde urbaine liégeoise « au nom du Gouvernement provisoire de la Belgique, ordonne aux miliciens belges et invite les anciens militaires à se rendre sur le champ au Quartier Général à la Caserne Saint-Laurent, près de Liège, pour y être incorporés dans l'armée nationale belge ».

La fusion des volontaires, des gardes, des militaires sortis de l'armée néerlandaise, dans l'armée nouvelle ne se fera pas sans heurts. C'est là le difficile amalgame d'éléments d'origines diverses aux lendemains des révolutions.

## NOTES

<sup>1</sup> *Supplément aux Esquisses historiques*, p. 53.

<sup>2</sup> BUFFIN, *Documents inédits sur la Révolution belge*, p. 1. Arrondissements militaires dans les Pays-Bas méridionaux (1<sup>er</sup> août 1830).

<sup>3</sup> R. DEMOULIN, *Contribution à l'histoire de la Révolution de 1830 à Liège*, dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. LX, 1936, p. 5. Sandberg au roi Guillaume, Liège, 19 septembre 1830.

<sup>4</sup> C. GERRETSON, *Muiterij en Scheuring 1830*, t. I, pp. 126-127.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>6</sup> R. DEMOULIN, *Contribution à l'histoire de la Révolution de 1830 à Liège*, dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. LX, 1936, p. 16. Walter à Guillaume I<sup>er</sup>, 18 septembre 1830.

<sup>7</sup> E. DISCAILLES, *Charles Rogier*, t. I, p. 197. Journal de Pauline Rogier.

<sup>8</sup> R. DEMOULIN, *Les Journées de septembre 1830 à Bruxelles et en province*, pp. 206-207.

<sup>9</sup> P. HARSIN, *Liège et la Révolution de 1830*, pp. 48-49, extrait du journal *Le Belge*.

<sup>10</sup> C. GERRETSON, *op. cit.*, p. 132. Sandberg au ministre de l'Intérieur, De la Coste, Liège, 8 septembre 1830.

<sup>11</sup> J. R. LECONTE, *Le général Daine a-t-il trahi en 1831 ?* p. 19. Pour les événements de 1830, pp. 19-22 et Annexe I.



